

Direction et fonctionnement de l'école

Direction : du temps et de la reconnaissance !



Alors que l'enquête menée par le SNUipp-FSU fait ressortir que la principale priorité pour la direction et le fonctionnement de l'école est l'attribution de temps, le ministre propose des évolutions à la marge.

[L'enquête menée par le SNUipp-FSU](#) auprès de la profession et rendue publique en octobre le montre : la question du temps est la priorité pour l'immense majorité des directrices et des directeurs d'école. Qu'il s'agisse de décharges supplémentaires, d'exonération de l'APC, de temps pour les écoles sans décharge, la coupe est pleine ! Les directeurs s'épuisent à remplir des tableaux Excel, à répondre à des exigences administratives incessantes alors que seuls 8 000 d'entre eux bénéficient d'une aide administrative sur 49 000 écoles. Avec une question : quel apport, quel bénéfice pour le fonctionnement de l'école et la réussite des élèves ?

Des évolutions à la marge

Le ministre propose quelques évolutions, sans moyen, qui n'amélioreront que peu le fonctionnement et la direction d'école :

- . Pour les écoles sans décharge, passage de deux à quatre jours de décharge annuelle dans une période plus longue.
- . Pour les écoles à trois classes, 18 heures de décharge d'APC au lieu des 9 heures actuelles et rien de nouveau pour les écoles d'une à deux classes.

Décharge des heures d'APC pour les écoles de plus de quatre classes, ces APC étant assurées par les autres enseignants.

Les directions à décharge totale et en Éducation Prioritaire seraient profilées.

.En lieu et place d'une revalorisation, un point supplémentaire dans tous les départements pour l'accès à la hors classe et la création d'un grade d'accès fonctionnel.

.Enfin, il y aurait une volonté de simplifier les tâches administratives et de développer la formation avec les pairs.

Des annonces insuffisantes pour le SNUipp-FSU

On est loin de la refondation annoncée pour la direction et les propositions avancées par le ministère sont faites "à moyens constants". Or, comme l'a confirmé l'enquête du SNUipp-FSU, directeurs et directrices sont en attente de véritables avancées concernant le manque de temps, la charge de travail et la reconnaissance financière. Le ministère sur bon nombre de points se contente de confirmer ou d'officialiser l'existant, comme par exemple en terme de formation où sont confirmées les cinq semaines inscrites depuis 1997. Si la suppression de l'APC pour certains constitue une première réponse, pourquoi ne pas explorer également d'autres pistes telles qu'une remise à plat du régime de décharge introduisant par exemple un volume de 3/4 ?

En tout état de cause, pour le SNUipp-FSU, l'amélioration de la carrière des directeurs et des directrices ne peut se faire au détriment des intérêts des autres catégories de personnel. Il rappelle son refus des postes à profil et de tout dispositif tendant à faire de lui un supérieur hiérarchique.